

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

---

# 2021-2022 RAPPORT FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2021

**Rapport de gestion  
et états financiers intermédiaires  
résumés non audités**

CONSTRUCTION  
DE DÉFENSE  
CANADA



DEFENCE  
CONSTRUCTION  
CANADA

Canada

## TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Importance relative	1
2.0 Profil de la Société	1
3.0 Événement d'importance : Pandémie mondiale de COVID-19	2
4.0 Indicateurs de rendement opérationnel	3
5.0 Gestion des risques	4
6.0 Résultats financiers	4
États financiers intermédiaires résumés non audités	15

## RAPPORT DE GESTION

*Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.*

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2021 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2021.

Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2020-2021* »). Les résultats financiers présentés ici sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

### 1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

### 2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée « Construction de Défense Canada », « CDC » ou la « Société ») est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation de marchés et de gestion de marchés de construction, d'infrastructure, d'environnement et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense et de sécurité du Canada. Depuis 70 ans, CDC a fourni ses services à divers ministères et organismes du gouvernement du Canada et à l'échelle internationale.

CDC a deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada visant l'expansion du centre de données d'entreprises à la Base des Forces canadiennes Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassé d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

#### SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'acquisition de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

#### *SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS*

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

#### *SERVICES ENVIRONNEMENTAUX*

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

#### *SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES*

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

#### *SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS*

L'Équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

### **3.0 ÉVÉNEMENT D'IMPORTANCE : PANDÉMIE MONDIALE DE COVID-19**

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare officiellement que l'épidémie de COVID-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale et recommande des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, CDC a réduit à l'essentiel son effectif présent sur les lieux de travail de la Société. La plupart des employés ont pu travailler à partir de leur domicile et le personnel essentiel a été en mesure de continuer à se rendre sur les sites en toute sécurité et à s'acquitter de ses obligations envers les clients-partenaires. Le niveau de dotation sur place a varié partout au Canada selon les mesures de santé publique en vigueur dans les divers lieux de travail de CDC. CDC continue de suivre les annonces gouvernementales à la grandeur du pays en rapport avec les plans de réouverture alors que la quatrième vague de la pandémie de COVID-19 se replie et que plus de Canadiens sont vaccinés. Conformément aux exigences du gouvernement du Canada en ce qui concerne sa main-d'œuvre et le secteur des transports sous réglementation fédérale, CDC met en œuvre une exigence de vaccination obligatoire pour son personnel et ses fournisseurs de services. La Société cherche également à obtenir des clients-partenaires des mises à jour sur leurs approches locales en matière de retour au travail et formule ses plans en conséquence.

Tout au long de la pandémie, CDC a réussi à maintenir son niveau d'activité le plus près possible de la normale, tout en se conformant aux exigences locales en matière de santé publique. Le nombre d'appels d'offres lancés et clos par la Société est resté stable tout au long de la pandémie.

La Société demeure en contact étroit avec le MDN et les autres clients-partenaires pour veiller à ce que les projets essentiels se poursuivent. CDC communique par ailleurs régulièrement avec les associations sectorielles pour partager l'information et demander leur collaboration dans ces circonstances inhabituelles. Les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au pays gèrent les marchés en cours par une combinaison de télétravail et d'activités essentielles réalisées sur place, tout en prenant toutes les précautions nécessaires.

Même si la Société ne saurait déterminer ou prédire avec exactitude la nature et l'ampleur des répercussions que la COVID-19 aura à terme sur ses activités, elle n'en estime pas moins, en date du dépôt du présent rapport financier, que ses réserves de trésorerie, comptes débiteurs et accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires lui procureront suffisamment de liquidité pour financer son fonctionnement.

#### 4.0 INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNEL

##### 4.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables au client-partenaire, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un outil clé de gestion financière. À cet égard, la Société entend recouvrer 70 % de la masse salariale à même les montants qu'elle facture chaque mois à ses clients-partenaires.

Pour le deuxième trimestre de 2021-2022, le taux d'utilisation était de 72 %, soit une baisse de 3 points de pourcentage par rapport à la même période en 2020-2021, ce qui marque un retour à un rythme de travail plus durable pour CDC. Le taux d'utilisation a diminué principalement parce que les employés ont pris plus de formation et de vacances, en raison de la levée des restrictions liées à la pandémie à certains endroits.

##### 4.2 COÛT DES SERVICES

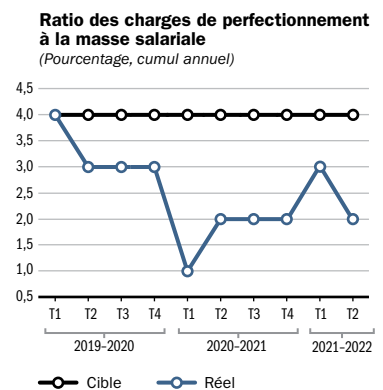
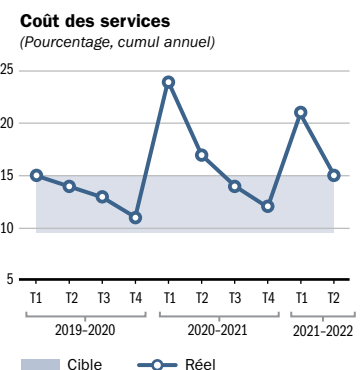
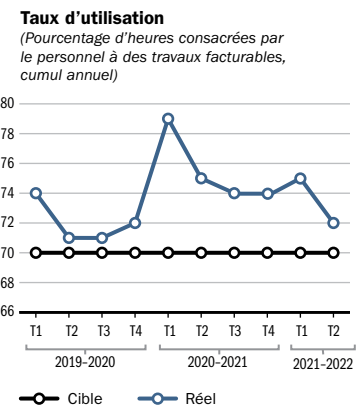
Cet indicateur rend compte du pourcentage du budget du programme d'Infrastructure et d'Environnement (IE) du MDN qui est consacré aux services de CDC. De manière générale, CDC s'attend à ce que ces coûts soient de l'ordre de 9 % à 15 % du budget pour le programme d'IE du MDN.

Pour le deuxième trimestre de 2021-2022, le coût du service était de 15 %, en baisse de 2 points de pourcentage par rapport à 17 % pour la même période en 2020-2021. Le coût du service est habituellement plus élevé que la plage ciblée au début de l'année, à cause du calendrier des dépenses des contrats IE, et retombe dans cette plage à mesure que l'année progresse et que les dépenses contractuelles sont engagées.

##### 4.3 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. CDC s'était fixé pour objectif annuel global de consacrer 4 % de ses charges salariales de base à la formation et au perfectionnement.

Pour le deuxième trimestre de 2021-2022, et la même période en 2020-2021, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale était de 2 %. Le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale est habituellement inférieur au début de l'année en raison de la chronologie des événements. Les restrictions touchant les déplacements liées à la pandémie au cours des deux derniers exercices ont également réduit ce ratio.



## 5.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2020-2021* de CDC.

## 6.0 RÉSULTATS FINANCIERS

### 6.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 Information financière intermédiaire ainsi qu'à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2021. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2020. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour renvoie à la période de six mois close le 30 septembre 2021. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent renvoie à la période de six mois close le 30 septembre 2020. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2021.

### 6.2 PRODUITS

#### *PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS*

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 35,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 4,8 millions de dollars, ou environ 16 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élèvent à 72,1 millions de dollars, en hausse de 8,4 millions de dollars, soit environ 13 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient à une hausse de la demande de services du client-partenaire combinée à une hausse du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et ils diminuent dans le cas contraire.

#### *GESTION DES MARCHÉS*

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 15 % au deuxième trimestre et de 13 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'augmentation des taux de facturation (qui représentent 4,5 points de pourcentage de chaque augmentation) et de l'augmentation de la demande de la part du client-partenaire (qui correspond à 10,5 et 8,5 points de pourcentage, respectivement).

#### *PLANIFICATION DE PROJETS*

Les produits tirés de la planification des projets ont progressé de 12 % pour le deuxième trimestre et de 8 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'augmentation des taux de facturation (qui représentent 4,5 points de pourcentage de chaque augmentation) et de l'augmentation de la demande de la part du client-partenaire (qui correspond à 7,5 et 3,5 points de pourcentage, respectivement).

#### *SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS*

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 27 % au deuxième trimestre et de 24 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation (qui représentent 4,5 points de pourcentage pour chaque augmentation) et de la hausse de la demande de services de gestion des installations et du portefeuille (qui correspond à 22,5 et 19,5 points de pourcentage, respectivement).

#### *APPROVISIONNEMENT*

Les produits tirés de l'approvisionnement ont augmenté de 8 % au deuxième trimestre et de 12 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation (qui représente 4,5 points de pourcentage pour chaque augmentation) et de la hausse de la demande de la part du client-partenaire (qui correspond à 3,5 et 7,5 points de pourcentage, respectivement).

#### *SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION*

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 16 % au deuxième trimestre et de 13 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent en raison de la majoration des taux de facturation (qui représente 4,5 points de pourcentage pour chaque augmentation) et d'une hausse de la demande de la part du MDN pour ces services (qui correspondent à 11,5 et 8,5 points de pourcentage, respectivement).

#### *SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT*

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 31 % au deuxième trimestre et de 23 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de la majoration des taux de facturation (qui représente 4,5 points de pourcentage pour chaque augmentation) et de la hausse de la demande pour ces services (qui correspond à 26,5 et 18,5 points de pourcentage, respectivement).

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Gestion des marchés	14 311 \$	12 461 \$	1 850	15 %	29 003 \$	25 643 \$	3 360	13 %
Planification de projets	9 593	8 535	1 058	12 %	20 083	18 510	1 573	8 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	3 412	2 678	734	27 %	7 014	5 640	1 374	24 %
Approvisionnement	2 798	2 584	214	8 %	5 923	5 299	624	12 %
Soutien technique en matière de construction	2 731	2 346	385	16 %	5 654	5 015	639	13 %
Soutien technique en matière d'environnement	2 230	1 705	525	31 %	4 458	3 631	827	23 %
<b>Produits totaux</b>	<b>35 075 \$</b>	<b>30 309 \$</b>	<b>4 766</b>	<b>16 %</b>	<b>72 135 \$</b>	<b>63 738 \$</b>	<b>8 397</b>	<b>13 %</b>

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacements et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de celui-ci. Les montants varient, selon la nature du travail qui est exécuté pour le client-partenaire. Les recouvrements de frais de déplacements et de décaissements totalisent 671 000 \$ pour le deuxième trimestre, une hausse de 314 000 \$, ou environ 88 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les produits totalisent 947 000 \$, en hausse de 416 000 \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est imputable à l'allègement des restrictions relatives aux déplacements imposées en raison de la COVID-19.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Frais de déplacement et décaissements recouverts	<b>671 \$</b>	357 \$	314	88 %	<b>947 \$</b>	531 \$	416	78 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont diminué de 335 000 \$, ou 75 %, au deuxième trimestre, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La baisse des produits financiers est principalement due à la diminution des taux d'intérêt et des soldes de placement. Pour l'exercice à ce jour, les produits d'intérêts ont diminué de 338 000 \$, ou 61 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est due à la baisse des taux d'intérêt et des soldes de placement.



(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Produits financiers	<b>114 \$</b>	449 \$	(335)	-75 %	<b>219 \$</b>	557 \$	(338)	-61 %

### 6.3 CHARGES

#### SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 24,3 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 3,6 millions de dollars, ou d'environ 17 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les salaires totalisent 50,0 millions de dollars, en hausse de 6,0 millions de dollars, ou environ 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le barème salarial a été majoré de 3,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en vue de rendre compte d'une hausse de 1 % liée au coût de la vie et d'une majoration moyenne de 2,6 % du salaire lié au rendement. Le nombre d'équivalents temps plein a augmenté d'environ 13 %, ou 121 équivalents temps plein, par rapport à la même période de l'année précédente, en réponse aux demandes de service des clients-partenaires.

Pour le deuxième trimestre, les charges sociales totalisent 6,1 millions de dollars, en hausse de 924 000 \$, ou environ 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 13,0 millions de dollars, en hausse de 1,9 million de dollars, ou environ 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces deux hausses sont principalement attribuables à une augmentation du coût des avantages par rapport à l'exercice précédent et à la croissance de l'effectif de la Société.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Salaires	24 258 \$	20 694 \$	3 564	17 %	49 963 \$	43 976 \$	5 987	14 %
Charges sociales	6 087	5 163	924	18 %	12 961	11 029	1 932	18 %
	<b>30 345 \$</b>	<b>25 857 \$</b>	<b>4 488</b>	<b>17 %</b>	<b>62 924 \$</b>	<b>55 005 \$</b>	<b>7 919</b>	<b>14 %</b>
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	25 %	25 %			26 %	25 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,2 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en baisse de 209 000 \$, ou 9 %, par rapport au deuxième trimestre de 2020-2021. Pour l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration ont diminué de 304 000 \$, soit environ 6 %. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%	
(en milliers de dollars)									
Services infonuagiques	483 \$	479 \$	4	1 %	917 \$	817 \$	100	12 %	L'augmentation est attribuable à la hausse des coûts des services infonuagiques en raison d'une gamme accrue de services.
Entretien des logiciels	337	260	77	30 %	655	638	17	3 %	Cette hausse est due à un nombre plus élevé de contrats de maintenance des technologies de l'information (TI).
Services professionnels	273	471	(198)	-42 %	591	822	(231)	-28 %	Les baisses sont causées par l'achèvement de l'examen du projet d'approvisionnement électronique et des incidents informatiques au cours de la période précédente.
Location d'équipement	265	234	31	13 %	509	461	48	10 %	Les augmentations sont imputables à une hausse du matériel loué en raison de la hausse du nombre d'employés par rapport à la période précédente.
Communications téléphoniques et données	200	213	(13)	-6 %	389	426	(37)	-9 %	Ces baisses sont attribuables à une réduction de l'utilisation des systèmes de données et de téléconférence en raison des restrictions continues liées à la pandémie de COVID-19 dans les lieux de travail.
Charges opérationnelles liées aux installations louées	176	264	(88)	-33 %	424	521	(97)	-19 %	Les baisses sont causées par la diminution des charges opérationnelles liées aux installations louées et des coûts de stationnement.
Services, fournitures et matériel de bureau	88	119	(31)	-26 %	156	246	(90)	-37 %	Les baisses sont principalement attribuables à une réduction de l'achat d'équipement de protection individuelle lié à la COVID-19, en raison de l'assouplissement des restrictions et du fait que de nombreux employés travaillaient à domicile.
Services et communications clients	72	77	(5)	-6 %	220	124	96	77 %	L'augmentation pour l'exercice à ce jour s'explique par le nombre plus élevé d'initiatives de communication menées au cours du premier trimestre. Le deuxième trimestre était comparable à la même période de l'exercice précédent.
Formation et perfectionnement des employés	66	142	(76)	-54 %	203	244	(41)	-17 %	Les baisses sont causées par le déploiement de l'initiative de sensibilisation autochtone au cours de l'exercice précédent.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%	
Mobilier et agencements	49	40	9	23 %	91	304	(213)	-70 %	La baisse depuis le début de l'année tient au soutien lié à la pandémie accordé aux employés pour faciliter le passage au travail à domicile au cours de l'exercice précédent. La hausse au deuxième trimestre est liée à l'achat de mobilier pour le siège social.
Réinstallation d'employés	47	16	31	194 %	87	24	63	263 %	Les augmentations sont imputables à l'accroissement des exigences de fonctionnement pour la réinstallation du personnel actuel et des nouveaux employés.
Logiciels	46	15	31	207 %	58	37	21	57 %	Les hausses sont imputables à l'achat de licences de logiciels supplémentaires liées à l'augmentation des équivalents temps plein.
Recrutement	25	5	20	400 %	50	5	45	900 %	Les augmentations sont dues à une hausse de la demande de services de recrutement externes.
Abonnements et adhésions	15	18	(3)	-17 %	53	33	20	61 %	L'augmentation pendant l'exercice à ce jour est liée à un volume plus élevé d'adhésions annuelles. La variation au deuxième trimestre est négligeable.
Envois postaux et transport de marchandises	10	5	5	100 %	14	10	4	40 %	Les hausses sont liées à l'expédition de trousseaux d'accueil aux nouveaux employés à plusieurs sites.
Matériel informatique	7	5	2	40 %	7	7	-	-	Les variations sont négligeables.
Déplacement	6	3	3	100 %	6	5	1	20 %	L'augmentation au deuxième trimestre est due à l'assouplissement des restrictions imposées sur les déplacements en raison de la COVID-19. La variation est négligeable pendant l'exercice à ce jour.
Hébergement	5	6	(1)	-17 %	11	22	(11)	-50 %	La baisse pour le cumul de l'exercice à ce jour est attribuable à une diminution du nombre de réunions internes en personne. La variation au deuxième trimestre est négligeable.
Autres	3	10	(7)	-70 %	7	13	(6)	-46 %	Les baisses sont dues aux coûts restants négligeables liés aux interruptions de TI dans les périodes précédentes.
Améliorations locatives	-	-	-	-	7	-	7	-	L'augmentation pour le cumul de l'exercice à ce jour s'explique par des améliorations locatives effectuées dans un bureau régional.
<b>Total</b>	<b>2 173 \$</b>	<b>2,382 \$</b>	<b>(209)</b>	<b>-9 %</b>	<b>4,455 \$</b>	<b>4,759 \$</b>	<b>(304)</b>	<b>-6 %</b>	

#### FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements représentent les charges que la Société engage dans le cadre de travaux exécutés pour le compte du MDN. CDC recouvre ces charges en les facturant au client-partenaire à un coût non majoré. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 671 000 \$ pour le deuxième trimestre, soit une hausse de 315 000 \$, ou environ 88 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les charges s'élèvent à 947 000 \$, en hausse de 417 000 \$, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation de ces charges est imputable à l'assouplissement des restrictions relatives aux déplacements imposées en raison de la COVID-19.

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
(en milliers de dollars)								
Frais de déplacement et décaissements	671 \$	356 \$	315	88 %	947 \$	530 \$	417	79 %

#### DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 7 % ou 31 000 \$ pour le deuxième trimestre et a baissé de 10 % ou 101 000 \$ pour le cumul de l'exercice, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse au deuxième trimestre s'explique par l'amortissement du nouveau mobilier et les coûts des améliorations locatives liés aux rénovations au siège social. La baisse pour le cumul de l'exercice est principalement due au non-renouvellement d'un contrat de colocation au premier trimestre de l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
(en milliers de dollars)								
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	337 \$	342 \$	(5)	-1 %	680 \$	797 \$	(117)	-15 %
Amortissement des immobilisations corporelles	117	62	55	89 %	178	126	52	41 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	2	21	(19)	-90 %	4	40	(36)	-90 %
<b>Total</b>	<b>456 \$</b>	<b>425 \$</b>	<b>31</b>	<b>7 %</b>	<b>862 \$</b>	<b>963 \$</b>	<b>(101)</b>	<b>-10 %</b>

#### 6.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et le résultat global du trimestre considéré est de 2,2 millions de dollars, comparativement à un résultat net et un résultat global de 2,0 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, la Société a réalisé un résultat net de 4,0 millions de dollars, par rapport à un résultat net de 3,5 millions de dollars à l'exercice précédent. La hausse du résultat net pour les deux périodes est due à une augmentation de la demande pour les services de CDC, ainsi qu'à la majoration prévue des taux de facturation. Celles-ci ont été conjuguées à des réductions de dépenses liées à l'achèvement de l'examen du projet d'approvisionnement électronique et des incidents informatiques au cours de la période précédente, ainsi qu'à une diminution des dépenses associées à la COVID-19. Elles ont été partiellement compensées par la baisse des revenus d'intérêt découlant de la diminution des taux d'intérêt.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
Résultat net et résultat global	<b>2 157 \$</b>	2 028 \$	129	6 %	<b>3 996 \$</b>	3 511 \$	485	14 %

## 6.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

### GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2020-2021*.

### TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 48,2 millions de dollars au 30 septembre 2021, en hausse de 2,3 millions de dollars par rapport au 31 mars 2021.

Au 30 septembre 2021, le solde de trésorerie s'élevait à 33,9 millions de dollars, en baisse de 1,7 million de dollars, ou 5 %, par rapport au 31 mars 2021. Dans les six mois suivant le 31 mars 2021, la Société a généré 3,2 millions de dollars de trésorerie provenant des activités d'exploitation, dépensé 4,3 millions de dollars en activités de placement et versé 702 000 \$ pour les obligations locatives.

Les placements (courants et non courants) au 30 septembre 2021 totalisaient 14,3 millions de dollars, en hausse de 4,0 millions de dollars, soit 39 %, depuis la fin de l'exercice 2020-2021. Cette augmentation est imputable à l'acquisition d'obligations provinciales et de certificats de placement garanti au deuxième trimestre.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

### CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 30 septembre 2021, les créances clients totalisaient 19,2 millions de dollars, en hausse de 4,1 millions de dollars, ou 27 %, par rapport au 31 mars 2021. La hausse tient à l'augmentation des produits découlant du MDN contrebalancée par une réduction du délai de recouvrement de ces comptes clients. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

### PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 25,2 millions de dollars au 30 septembre 2021, en hausse de 3,9 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au 31 mars 2021. L'augmentation des passifs courants est principalement le fait du calendrier des paiements des fournisseurs et de la hausse des produits différés.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

	Au		Variation	
	30 septembre 2021	31 mars 2021	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 894 \$	35 632 \$	(1 738)	-5 %
Placements	14 310	10 304	4 006	39 %
<b>Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements</b>	<b>48 204 \$</b>	<b>45 936 \$</b>	<b>2 268</b>	<b>5 %</b>
<b>Créances clients</b>	<b>19 234 \$</b>	<b>15 156 \$</b>	<b>4 078</b>	<b>27 %</b>
<b>Passifs courants</b>	<b>25 217 \$</b>	<b>21 352 \$</b>	<b>3 865</b>	<b>18 %</b>

6.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie et des prestations de retraite pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce coût est estimé par calcul actuariel. Au 30 septembre 2021, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 38,6 millions de dollars, en hausse de 1,5 million de dollars, ou environ 4 %, par rapport au 31 mars 2021. Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période et les charges d'intérêts étaient plus élevés que les paiements de prestations. Les coûts des services rendus au cours de la période et les charges d'intérêts pour la période ont été de 1,7 million de dollars et les prestations payées de 197 000 \$.

	Au		Variation	
	30 septembre 2021	31 mars 2021	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Partie non courante	34 856 \$	33 430 \$	1 426	4 %
Partie courante	3 719	3 667	52	1 %
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>38 575 \$</b>	<b>37 097 \$</b>	<b>1 478</b>	<b>4 %</b>

6.7 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Le tableau suivant présente les dépenses d'investissement pour le semestre clos le 30 septembre 2021.

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%	2021	2020	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Matériel informatique	- \$	- \$	-	-	124 \$	- \$	124	100 %
Mobilier et agencements	-	12	(12)	-100 %	111	12	99	825 %
Améliorations locatives	52	42	10	24 %	179	42	137	326 %
Actif au titre du droit d'utilisation	-	-	-	-	457	-	457	100 %
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>52 \$</b>	<b>54 \$</b>	<b>(2)</b>	<b>-4 %</b>	<b>871 \$</b>	<b>54 \$</b>	<b>817</b>	<b>1 513 %</b>

#### 6.8 RENDEMENT RÉEL PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société pour le cumul de l'exercice à ce jour aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société sont meilleurs que prévu dans le Plan. Le Plan d'entreprise a été élaboré avant le budget fédéral déposé en 2021.

Les produits tirés des services facturés sont de 9 % supérieurs aux projections du Plan. Cette hausse s'explique par une demande plus forte que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard ont été de 7 % supérieurs aux projections du Plan en raison de l'assouplissement des restrictions imposées aux déplacements professionnels en raison de la COVID-19.

Les produits financiers sont inférieurs aux projections du Plan en raison de taux d'intérêt plus faibles que prévu sur les nouveaux placements.

Les salaires et les charges sociales étaient de 9 % supérieurs aux projections du Plan, en raison de la demande plus élevée que prévu de la part du client-partenaire, qui a entraîné 4 % de plus d'équivalents temps plein que prévu.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 35 % inférieurs aux projections. Cette baisse tient principalement au calendrier des services professionnels et dépenses de TI, et aux répercussions de la COVID-19 sur les déplacements et la formation.

La dotation en amortissement était de 9 % inférieure aux projections du Plan, principalement en raison des retards dans les rénovations du siège social en 2020-2021, à cause de la pandémie de COVID-19.

Les produits pour le cumul de l'exercice à ce jour ont été de 3,2 millions de plus que prévu dans le Plan, en raison de la hausse de la demande de services et de la diminution des charges opérationnelles et frais d'administration par rapport aux projections.

Les dépenses d'investissement étaient de 336 % supérieures à ce qui était prévu dans le Plan, en raison du renouvellement non prévu d'un bail et du fait que les dépenses prévues en 2020-2021 pour les rénovations locatives au siège social ont été engagées en 2021-2022, en raison des retards susmentionnés.

RENDEMENT RÉEL PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

(en milliers de dollars)	Semestre clos le 30 septembre 2021		Variation	
	Réel	Plan	\$	%
Produits tirés des services facturés	72 135 \$	66 267 \$	5 868	9 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	947	886	61	7 %
Produits financiers	219	350	(131)	-37 %
<b>Produits totaux</b>	<b>73 301 \$</b>	<b>67 503 \$</b>	<b>5 798</b>	<b>9 %</b>
Salaires et charges sociales	62 924	57 922	5 002	9 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	4 455	6 809	(2 354)	-35 %
Frais de déplacement et décaissements	947	886	61	7 %
Charges financières	117	132	(15)	-11 %
Dotation aux amortissements	862	948	(86)	-9 %
<b>Total des charges</b>	<b>69 305 \$</b>	<b>66 697 \$</b>	<b>2 608</b>	<b>4 %</b>
<b>Revenu net et autres éléments du résultat global</b>	<b>3 996 \$</b>	<b>806 \$</b>	<b>3 190</b>	<b>396 %</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>871 \$</b>	<b>200 \$</b>	<b>671</b>	<b>336 %</b>

6.9 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour le semestre clos le 30 septembre 2021 ont augmenté de 100,2 millions de dollars, soit 27 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression est principalement due à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au cumul de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2021-2022 soit comparable à celui de 2020-2021.

(en milliers de dollars)	Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2021	2020	\$	%
<b>Région</b>				
Ouest	141 117 \$	108 913 \$	32 204	30 %
Ontario	118 800	97 882	20 918	21 %
Atlantique	75 668	47 394	28 274	60 %
Capitale nationale	73 053	80 244	(7 191)	-9 %
Québec	58 264	32 304	25 960	80 %
	<b>466 902 \$</b>	<b>366 737 \$</b>	<b>100 165</b>	<b>27 %</b>



# **ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS**

*Sauf indication contraire, les montants sont exprimés  
en dollars canadiens.*

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung  
*Président et premier dirigeant*

Original signé par

Juliet S. Woodfield, FCPA, FCA  
*Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances*

Ottawa, Canada  
Le 26 novembre 2021

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 septembre 2021	31 mars 2021
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		<b>33 894 \$</b>	35 632 \$
Placements	6	<b>2 021</b>	2 925
Produits à recevoir	10	<b>1 067</b>	–
Créances clients	13	<b>19 234</b>	15 156
Charges payées d'avance et autres actifs		<b>1 223</b>	1 515
Autres créances		<b>3 621</b>	1 729
<b>Actifs courants</b>		<b>61 060</b>	56 957
Placements	6	<b>12 289</b>	7 379
Immobilisations corporelles	7	<b>2 250</b>	2 014
Immobilisations incorporelles		<b>13</b>	17
Actifs liés au droit d'utilisation	8	<b>7 758</b>	7 981
<b>Actifs non courants</b>		<b>22 310</b>	17 391
<b>Total de l'actif</b>		<b>83 370 \$</b>	74 348 \$
<b>Passifs</b>			
Fournisseurs et dettes diverses	13	<b>14 154 \$</b>	16 453 \$
Produits différés	10	<b>6 092</b>	–
Avantages du personnel	9	<b>3 719</b>	3 667
Obligations locatives	8	<b>1 252</b>	1 232
<b>Passifs courants</b>		<b>25 217</b>	21 352
Avantages du personnel	9	<b>34 856</b>	33 430
Obligations locatives	8	<b>6 847</b>	7 112
Passifs non courants		<b>41 703</b>	40 542
<b>Total du passif</b>		<b>66 920</b>	61 894
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions—Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale		–	–
Émis : 32 actions ordinaires		–	–
Résultats non distribués		<b>16 450</b>	12 454
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>16 450</b>	12 454
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>83 370 \$</b>	74 348 \$

Engagements : Voir la note 8. Passifs éventuels : Voir la note 14.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
		2021	2020	2021	2020
Produits tirés des services facturés	10	<b>35 075 \$</b>	30 309 \$	<b>72 135 \$</b>	63 738 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		<b>671</b>	357	<b>947</b>	531
Produits financiers		<b>114</b>	449	<b>219</b>	557
Produits locatifs		-	-	-	74
<b>Total des produits</b>		<b>35 860</b>	31 115	<b>73 301</b>	64 900
Salaires et charges sociales		<b>30 345</b>	25 859	<b>62 924</b>	55 005
Charges opérationnelles et frais d'administration	11	<b>2 173</b>	2 382	<b>4 455</b>	4 759
Frais de déplacement et décaissements		<b>671</b>	356	<b>947</b>	530
Amortissement des immobilisations corporelles	7	<b>117</b>	62	<b>178</b>	126
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	8	<b>337</b>	342	<b>680</b>	797
Amortissement des immobilisations incorporelles		<b>2</b>	21	<b>4</b>	40
Charges financières	8	<b>58</b>	65	<b>117</b>	132
<b>Total des charges</b>		<b>33 703</b>	29 087	<b>69 305</b>	61 389
<b>Résultat net et autres éléments du résultat global</b>		<b>2 157 \$</b>	2 028 \$	<b>3 996 \$</b>	3 511 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
<b>Capital-actions</b>	- \$	- \$	- \$	- \$
<b>Résultats non distribués</b>				
Solde à l'ouverture de la période	<b>14 293</b>	10 801	<b>12 454</b>	9 318
Résultat net et autres éléments du résultat global	<b>2 157</b>	2 028	<b>3 996</b>	3 511
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>16 450</b>	12 829	<b>16 450</b>	12 829
<b>Capitaux propres</b>	<b>16 450 \$</b>	12 829 \$	<b>16 450 \$</b>	12 829 \$

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
		2021	2020	2021	2020
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>					
Résultat net et autres éléments du résultat global		<b>2 157 \$</b>	2 028 \$	<b>3 996 \$</b>	3 511 \$
<b>Ajustements de rapprochement du résultat et autres éléments du résultat global aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>					
Charge au titre des avantages du personnel		<b>838</b>	727	<b>1 675</b>	1 412
Avantages du personnel versés		<b>(13)</b>	(138)	<b>(197)</b>	(270)
Gain lié à la cession de placements		–	(359)	–	(359)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	<b>117</b>	62	<b>178</b>	126
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	8	<b>337</b>	342	<b>680</b>	797
Amortissement des immobilisations incorporelles		<b>2</b>	21	<b>4</b>	40
Amortissement des primes d'investissement		<b>8</b>	5	<b>11</b>	18
<b>Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel</b>					
Créances clients		<b>(1 609)</b>	1 178	<b>(4 078)</b>	4 705
Autres créances		<b>(289)</b>	(416)	<b>(1 892)</b>	898
Charges payées d'avance et autres actifs		<b>275</b>	176	<b>292</b>	(105)
Produits à recevoir		<b>(160)</b>	1 090	<b>(1 067)</b>	(2 050)
Fournisseurs et dettes diverses		<b>(5 552)</b>	1 234	<b>(2 465)</b>	1 565
Produits différés		<b>3 232</b>	1 063	<b>6 092</b>	1 786
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>(657)</b>	7 013	<b>3 229</b>	12 074
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Acquisition de placements		<b>(5 942)</b>	(3 600)	<b>(5 942)</b>	(3 600)
Rachat et cession de placements		<b>800</b>	3 232	<b>1 925</b>	3 232
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	<b>(137)</b>	(54)	<b>(248)</b>	(54)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(5 279)</b>	(422)	<b>(4 265)</b>	(422)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Remboursement d'obligations locatives	8	<b>(392)</b>	(312)	<b>(702)</b>	(679)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>(392)</b>	(312)	<b>(702)</b>	(679)
Augmentation (diminution) de la trésorerie au cours de la période		<b>(6 328)</b>	6 279	<b>(1 738)</b>	10 973
Trésorerie à l'ouverture de la période		<b>40 222</b>	20 432	<b>35 632</b>	15 738
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>33 894 \$</b>	26 711 \$	<b>33 894 \$</b>	26 711 \$
<b>Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>					
Charges d'intérêts sur les obligations locatives		<b>58 \$</b>	65 \$	<b>117 \$</b>	132 \$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires		<b>53</b>	35	<b>106</b>	64
Produit d'intérêts sur les placements		<b>59</b>	154	<b>110</b>	231
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée		<b>(85)</b>	–	<b>166</b>	–

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

## AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'une vérification ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2021 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

### 1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

La Société a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

En juillet 2015, en application de l'article 89 de la LGFP, la Société a reçu une directive (C.P. 2015-1113) l'enjoignant d'harmoniser, d'une manière qui soit conforme à ses obligations légales, ses politiques, lignes directrices, pratiques et autres instruments en matière de frais de voyage, d'accueil, de conférences et d'événements avec ceux du Conseil du Trésor et de rendre compte de la mise en œuvre de la directive dans son prochain Plan d'entreprise. Au 31 mars 2017, la Société avait achevé l'harmonisation de ses politiques avec celles du Conseil du Trésor. Elle a par la suite mis à jour ses politiques pour les harmoniser aux versions révisées des politiques du Conseil du Trésor.

### 1.1 PANDÉMIE MONDIALE

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a officiellement déclaré que l'épidémie de COVID-19 pouvait être qualifiée de pandémie mondiale et recommandé des mesures de confinement et d'atténuation. Tous les ordres de gouvernement ont pris des mesures extraordinaires pour combattre la pandémie et en limiter les effets.

Conformément aux recommandations du gouvernement, CDC a réduit au minimum son effectif présent sur les lieux de travail de la Société. La plupart des employés ont pu travailler à partir de leur domicile et le personnel essentiel a été en mesure de continuer à se rendre sur les sites en toute sécurité et à s'acquitter de ses obligations envers les clients-partenaires. CDC continue de suivre les annonces gouvernementales à la grandeur du pays en rapport avec les plans de réouverture alors que la quatrième vague de la pandémie de COVID-19 se replie et que plus de Canadiens sont vaccinés. Conformément aux exigences du gouvernement du Canada en ce qui concerne sa main-d'œuvre et le secteur des transports sous réglementation fédérale, CDC met en œuvre une exigence de vaccination obligatoire pour son personnel et ses fournisseurs de services. La Société cherche également à obtenir des clients-partenaires des mises à jour sur leurs approches locales en matière de retour au travail et formule ses plans en conséquence.

La Société demeure en contact étroit avec le MDN et les autres clients-partenaires pour veiller à ce que les projets essentiels se poursuivent. CDC communique par ailleurs régulièrement avec les associations sectorielles pour partager l'information et demander leur collaboration dans ces circonstances inhabituelles. En première ligne, les équipes de projet présentes dans les bases et les escadres partout au Canada gèrent les marchés à la fois sur place et à distance. Elles prennent toutes les précautions nécessaires et se conforment aux exigences des autorités locales de santé publique au Canada et à l'étranger, partout où CDC mène ses activités.

La Société ne peut pas prévoir la nature exacte des répercussions de la COVID-19 sur son entreprise. Elle estimait toutefois, au moment où le conseil d'administration a approuvé ces états financiers, que ses réserves de trésorerie, les créances clients et les accords sur les niveaux de service conclus avec ses clients-partenaires fourniront suffisamment de liquidité pour financer ses opérations, pendant au moins les 12 mois suivant la publication des présents états financiers. La Société ne croit pas que les indications actuelles justifient un test de dépréciation de ses actifs.

## 2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a dressé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par le l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et le Rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

### 3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

### 4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

### 5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

#### 5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes qui ont été émises par l'IASB. L'IASB n'a publié aucune norme nouvelle ou modifiée ayant une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

#### 5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou modifications des normes existantes qui pourraient toucher la Société à l'avenir, autres que celles qui sont divulguées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

### 6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces portant intérêt à des taux effectifs allant de 0,43 % à 3 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,45 % à 4,4 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 0,8 % à 2,82 % ainsi que de fonds communs de placement à taux d'intérêt variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de juin 2022 à juin 2027 et celles des CPG, de mars 2022 à juillet 2026, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les comptes de fonds communs de placement peuvent être liquidés sur demande et sont classés dans la catégorie « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états financiers intermédiaires résumés. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.



La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

	Au	
	30 septembre 2021	31 mars 2021
Partie courante	2 021 \$	2 925 \$
Partie non courante	12 289	7 379
<b>Total</b>	<b>14 310 \$</b>	<b>10 304 \$</b>

	Au	
	30 septembre 2021	31 mars 2021
<b>Valeur comptable au coût amorti</b>		
Obligations provinciales	5 514 \$	1 829 \$
Certificats de placement garanti	8 796	8 475
	<b>14 310 \$</b>	<b>10 304 \$</b>
<b>Juste valeur</b>		
Obligations provinciales	5 592 \$	1 951 \$
Certificats de placement garanti	8 860	8 531
	<b>14 452 \$</b>	<b>10 482 \$</b>

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 mars 2021	672 \$	1 167 \$	1 536 \$	3 375 \$
Acquisitions	124	111	179	414
Cessions	(147)	-	-	(147)
<b>Solde au 30 septembre 2021</b>	<b>649 \$</b>	<b>1 278 \$</b>	<b>1 715 \$</b>	<b>3 642 \$</b>

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Cumul des amortissements</b>				
Solde au 31 mars 2021	526 \$	683 \$	152 \$	1 361 \$
Amortissement	60	63	55	178
Cessions	(147)	–	–	(147)
<b>Solde au 30 septembre 2021</b>	<b>439 \$</b>	<b>746 \$</b>	<b>207 \$</b>	<b>1 392 \$</b>

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Valeur comptable nette par catégorie d'actifs</b>				
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	146 \$	484 \$	1 384 \$	2 014 \$
Valeur comptable nette au 30 septembre 2021	210	532	1 508	2 250

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles. Il n'y a pas eu de produits associés aux cessions pendant la période.

## 8. CONTRATS DE LOCATION

### 8.1 ACTIFS LIÉS AU DROIT D'UTILISATION

Les variations des actifs liés au droit d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Locaux à bureaux (contrats de location)	Entrepôt de données (contrats de location)	Total des actifs liés au droit d'utilisation
Solde au 31 mars 2021	7 574 \$	407 \$	7 981 \$
Acquisitions	457	–	457
Amortissements	(619)	(61)	(680)
Cessions	–	–	–
<b>Solde au 30 septembre 2021</b>	<b>7 412 \$</b>	<b>346 \$</b>	<b>7 758 \$</b>

### 8.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 septembre 2021	31 mars 2021
Partie courante	1 252 \$	1 232 \$
Partie non courante	6 847	7 112
<b>Total</b>	<b>8 099 \$</b>	<b>8,344 \$</b>

Les variations des obligations locatives sont présentées dans le tableau suivant :

Solde au 31 mars 2021	8 344 \$
Acquisitions	457
Paievements	(819)
Charges d'intérêts	117
<b>Solde au 30 septembre 2021</b>	<b>8 099 \$</b>

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 septembre 2021.

Un an ou moins	1 460 \$
De 1 à 2 ans	2 230
De 2 à 5 ans	2 654
Plus de 5 ans	2 719
<b>Total</b>	<b>9 063 \$</b>

Les charges relatives aux paiements de loyer variables non comprises dans le calcul des obligations locatives étaient de 424 \$. Ces charges correspondent aux charges opérationnelles, aux impôts fonciers et aux frais d'assurance. Les charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables. Le total des sorties de trésorerie pour les contrats de location était de 1 243 \$, y compris 702 \$ de paiements de capital sur les obligations locatives.

## 9. AVANTAGES DU PERSONNEL

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au	
	30 septembre 2021	31 mars 2021
Partie courante	3 719 \$	3 667 \$
Partie non courante	34 856	33 430
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>38 575 \$</b>	<b>37 097 \$</b>

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2020-2021*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023 ou plus tôt au besoin.

Solde au 31 mars 2021	37 097 \$
Coût des services rendus au cours de la période	1 016
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	659
Paiements au titre des avantages du personnel	(197)
<b>Solde au 30 septembre 2021</b>	<b>38 575 \$</b>

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Coût des services rendus au cours de la période	509 \$	420 \$	1,016 \$	841 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	329	307	659	614
<b>Charge au titre des avantages du personnel</b>	<b>838 \$</b>	<b>727 \$</b>	<b>1 675 \$</b>	<b>1 455 \$</b>

## 10. PRODUITS TIRÉS DES SERVICES

### 10.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation des produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, les droits demandés en application des niveaux de services à forfait sont supérieurs au montant facturé pour les services rendus.

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque le montant facturé aux clients-partenaires pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application des niveaux de service à forfait. La Société a un droit de paiement inconditionnel quand elle a facturé conformément aux Accords sur les niveaux de service à forfait. Les montants excédentaires seront comptabilisés en produits à mesure que les services seront rendus.

## 10.2 VENTILATION DES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région :

### Trimestre clos le 30 septembre 2021

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total, par région
Atlantique	2 320 \$	1 311 \$	374 \$	380 \$	222 \$	492 \$	5 099 \$
Québec	2 419	1 134	385	373	290	364	4 965
Capitale nationale	1 163	3 565	1 626	67	134	437	6 992
Ontario	3 170	1 392	714	555	1 371	519	7 721
Ouest	5 208	2 181	312	1 048	371	418	9 538
Siège social	31	10	1	375	343	–	760
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>14 311 \$</b>	<b>9 593 \$</b>	<b>3 412 \$</b>	<b>2 798 \$</b>	<b>2 731 \$</b>	<b>2 230 \$</b>	<b>35 075 \$</b>

### Semestre clos le 30 septembre 2021

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total, par région
Atlantique	4 630 \$	3 024 \$	810 \$	873 \$	462 \$	972 \$	10 771 \$
Québec	5 067	2 476	795	774	618	752	10 482
Capitale nationale	2 281	6 823	3 341	145	245	863	13 698
Ontario	6 713	2 947	1 352	1 186	2 753	1 076	16 027
Ouest	10 248	4 781	715	2 148	807	795	19 494
Siège social	64	32	1	797	769	–	1 663
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>29 003 \$</b>	<b>20 083 \$</b>	<b>7 014 \$</b>	<b>5 923 \$</b>	<b>5 654 \$</b>	<b>4 458 \$</b>	<b>72 135 \$</b>

### Trimestre clos le 30 septembre 2020

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total, par région
Atlantique	1 966 \$	1 351 \$	341 \$	421 \$	157 \$	300 \$	4 536 \$
Québec	2 108	1 297	346	348	348	306	4 753
Capitale nationale	1 121	2 256	1 309	79	111	288	5 164
Ontario	3 186	1 370	545	550	1 036	450	7 137
Ouest	4 035	2 173	137	898	413	361	8 017
Siège social	45	88	–	288	281	–	702
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>12 461 \$</b>	<b>8 535 \$</b>	<b>2 678 \$</b>	<b>2 584 \$</b>	<b>2 346 \$</b>	<b>1 705 \$</b>	<b>30 309 \$</b>

**Semestre clos le 30 septembre 2020**

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total, par région
Atlantique	3 925 \$	3 017 \$	738 \$	823 \$	335 \$	571 \$	9 409 \$
Québec	4 450	2 825	701	749	661	681	10 067
Capitale nationale	2 270	4 690	2 573	181	214	616	10 544
Ontario	6 509	3 125	1 305	1 167	2 206	1 009	15 321
Ouest	8 384	4 675	317	1 762	917	754	16 809
Siège social	105	178	6	617	682	–	1 588
<b>Total des produits, par secteur d'activité</b>	<b>25 643 \$</b>	<b>18 510 \$</b>	<b>5 640 \$</b>	<b>5 299 \$</b>	<b>5 015 \$</b>	<b>3 631 \$</b>	<b>63 738 \$</b>

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

**Produits horaires**

Région	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Atlantique	1 016 \$	679 \$	2 108 \$	1 437 \$
Québec	1 726	1 515	3 599	3 103
Capitale nationale	5 887	4 286	11 436	8 672
Ontario	2 556	1 918	4 926	4 066
Ouest	2 432	2 043	4 991	4 132
Siège social	509	506	1 091	1 163
<b>Total des produits horaires</b>	<b>14 126 \$</b>	<b>10 947 \$</b>	<b>28 151 \$</b>	<b>22 573 \$</b>

**Produits forfaitaires**

Région	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Atlantique	4 083 \$	3 857 \$	8 663 \$	7 972 \$
Québec	3 239	3 238	6 883	6 964
Capitale nationale	1 105	878	2 262	1 872
Ontario	5 165	5 219	11 101	11 255
Ouest	7 106	5 974	14 503	12 677
Siège social	251	196	572	425
<b>Total des produits forfaitaires</b>	<b>20 949 \$</b>	<b>19 362 \$</b>	<b>43 984 \$</b>	<b>41 165 \$</b>
<b>Total des produits tirés des services facturés</b>	<b>35 075 \$</b>	<b>30 309 \$</b>	<b>72 135 \$</b>	<b>63 738 \$</b>

## 11. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Infonuagique	483 \$	479 \$	917 \$	817 \$
Entretien de logiciels	337	260	655	638
Services professionnels	273	471	591	822
Location de matériel	265	234	509	461
Communications téléphoniques et données	200	213	389	426
Exploitation d'installations louées	176	264	424	521
Services, fournitures et matériel de bureau	88	119	156	246
Services et communications clients	72	77	220	124
Formation et perfectionnement	66	142	203	244
Mobilier et agencements	49	40	91	304
Réinstallation d'employés	47	16	87	24
Logiciels	46	15	58	37
Recrutement	25	5	50	5
Abonnements et adhésions	15	18	53	33
Envois postaux et transport de marchandises	10	5	14	10
Matériel informatique	7	5	7	7
Déplacements professionnels	6	3	6	5
Hébergement	5	6	11	22
Autres	3	10	7	13
Améliorations locatives	-	-	7	-
<b>Total</b>	<b>2 173 \$</b>	<b>2 382 \$</b>	<b>4 455 \$</b>	<b>4 759 \$</b>

## 12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

### 12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 72 133 \$ au 30 septembre 2021 (62 827 \$ au 31 mars 2021) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit. Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier.

CDC cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité. La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le ministère de la Défense nationale, tel que décrit à la note 13. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues (PCA).

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consenties à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas comprises dans les fournisseurs et dettes diverses.

**Au 30 septembre 2021**

	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 894 \$	– \$	33 894 \$
Placements	–	14 310	14 310
Créances clients	–	19 234	19 234
Autres créances	–	3 621	3 621
Autres actifs	–	7	7
Produits à recevoir	–	1 067	1 067
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>33 894 \$</b>	<b>38 239 \$</b>	<b>72 133 \$</b>
Fournisseurs et dettes diverses	– \$	7 502 \$	7 502 \$
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>– \$</b>	<b>7 502 \$</b>	<b>7 502 \$</b>

**Au 31 mars 2021**

	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 632 \$	– \$	35 632 \$
Placements	–	10 304	10 304
Créances clients	–	15 156	15 156
Autres créances	–	1 729	1 729
Autres actifs	–	6	6
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>35 632 \$</b>	<b>27 195 \$</b>	<b>62 827 \$</b>
Fournisseurs et dettes diverses	– \$	9 756 \$	9 756 \$
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>– \$</b>	<b>9 756 \$</b>	<b>9 756 \$</b>



## 12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses de CDC se chiffrait à 7 502 \$ au 30 septembre 2021 (9 756 \$ au 31 mars 2021) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. L'échéance de tous les comptes fournisseurs et dettes diverses est dans moins de 6 mois. De plus, au 30 septembre 2021, les actifs financiers de la Société excèdent ses passifs financiers de 64 631 \$ (53 071 \$ au 31 mars 2021).

### Au 30 septembre 2021

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Six mois ou moins	Plus de six mois
Fournisseurs et dettes diverses	7 502 \$	7 502 \$	7 502 \$	– \$
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>7 502 \$</b>	<b>7 502 \$</b>	<b>7 502 \$</b>	<b>– \$</b>

### Au 31 mars 2021

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Six mois ou moins	Plus de six mois
Fournisseurs et dettes diverses	9 756 \$	9 756 \$	9 756 \$	– \$
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>9 756 \$</b>	<b>9 756 \$</b>	<b>9 756 \$</b>	<b>– \$</b>

## 12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Les placements de la Société, qui totalisaient 14 310 \$ au 30 septembre 2021 (10 304 \$ au 31 mars 2021), sont constitués intégralement d'instruments à taux fixe. Même si des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments, la direction n'en compte pas moins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

## 13. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, à savoir le montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du deuxième trimestre de 2021-2022 se chiffrent à 35 075 \$ comparativement à 30 309 \$ au cours de la même période

de 2020-2021; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour l'exercice à ce jour, soit au 30 septembre 2021, ces produits totalisent 72 135 \$, contre 63 738 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La Société a engagé des dépenses avec d'autres entités du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 336 \$ pour le deuxième trimestre 2021-2022, contre 22 \$ pour la période correspondante de 2020-2021. La transaction a totalisé 406 \$ pour le cumul de l'exercice 2021-2022 à ce jour, contre 152 \$ pour la période correspondante de 2020-2021. Parmi ces charges, la Société a recouvré 322 \$ du MDN au deuxième trimestre et 378 \$ pour le cumul de l'exercice à ce jour.

Les créances et les dettes visant des entités liées se ventilent comme suit :

	Au	
	30 septembre 2021	31 mars 2021
Créances :		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	17 817 \$	13 987 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 199	1 016
Centre de la sécurité des télécommunications	199	133
Services partagés Canada	19	20
	<b>19 234 \$</b>	15 156 \$
Dettes :		
Services partagés Canada	– \$	17 \$
Ministère de la Justice	80	86
	<b>80 \$</b>	103 \$

### 13.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du conseil d'administration) détenant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2021	2020	2021	2020
Avantages à court terme	881 \$	817 \$	2 191 \$	1 972 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	111	113	299	267
<b>Total</b>	<b>992 \$</b>	<b>930 \$</b>	<b>2 490 \$</b>	<b>2 239 \$</b>

#### 14. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 septembre 2021, 14 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 21 061 \$. Ceux-ci étaient liés à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. En comparaison, au 31 mars 2021, il y avait 13 réclamations en cours, pour une valeur s'élevant à 19 538 \$. Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers. De plus, au 30 septembre 2021, une autre réclamation était en cours, non liée au MDN, relativement à un grief pouvant entraîner d'importants dommages-intérêts. En raison des incertitudes entourant cette demande d'indemnisation et du fait qu'elle n'en est encore qu'au stade de l'évaluation préliminaire, il n'est pas possible pour le moment de déterminer la valeur, l'échéance et la portée du règlement, s'il y en a un. Aucun montant pour cette demande n'était comptabilisé au 30 septembre 2021.

#### 15. DONNÉES COMPARATIVES

La Société a reclassé les données comparatives dans l'état de la situation financière intermédiaire résumé et l'état des flux de trésorerie intermédiaire résumé afin d'assurer l'uniformité avec la présentation de la période visée.